

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 2010 Nr. 95

A. TITEL

*Verdrag tot samenwerking inzake octrooien;
(met Reglement)
Washington, 19 juni 1970*

B. TEKST

De Franse en de Engelse tekst van het Verdrag, met Reglement, zijn geplaatst in *Trb.* 1973, 20.

Voor wijzigingen van de artikelen 22, tweede lid, en 39, eerste lid, onderdeel a, van het Verdrag zie rubriek J van *Trb.* 1984, 90.

Voor wijziging van artikel 22 van het Verdrag zie rubriek J van *Trb.* 2002, 63.

Voor wijzigingen van de artikelen 53 en 54 van het Verdrag zie rubriek J van *Trb.* 1980, 32.

Voor wijzigingen in de artikelen 53 en 57 van de Engelse tekst, zie *Trb.* 2006, 77.

Voor wijzigingen in de artikelen 53 en 57 van de Franse tekst, zie *Trb.* 2006, 214.

Voor wijzigingen van het Reglement zie de rubrieken J van *Trb.* 1979, 104 en 140, *Trb.* 1981, 121, *Trb.* 1982, 106 en 183, *Trb.* 1983, 176, *Trb.* 1984, 90 en 138, *Trb.* 1986, 3, *Trb.* 1992, 66 en 102, *Trb.* 1993, 9 en 198, *Trb.* 1996, 25, *Trb.* 1998, 26, 154 en 280, *Trb.* 2000, 42 en 136, *Trb.* 2001, 76 en 147, *Trb.* 2002, 26 en 63 en *Trb.* 2004, 242 en de rubrieken B van *Trb.* 2006, 77, *Trb.* 2006, 214, *Trb.* 2007, 46, *Trb.* 2008, 175, *Trb.* 2009, 13 en *Trb.* 2009, 128.

De Algemene Vergadering van de Internationale Unie voor samenwerking inzake octrooien heeft op 1 oktober 2009 in overeenstemming met

artikel 58, tweede lid, van het Verdrag wijzigingen van het Reglement aangenomen. De Franse en de Engelse tekst van deze wijzigingen luiden als volgt:

Modifications du règlement d'exécution du Traité de coopération en matière de brevets (PCT)

adoptées le 1^{er} octobre 2009 par l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT) à sa quarantième session (17^e session ordinaire) tenue du 22 septembre au 1^{er} octobre 2009 avec effet à partir du 1^{er} juillet 2010

TABLE DES MODIFICATIONS¹⁾

- Règle 15.2
- Règle 15.3
- Règle 15.4
- Règle 16.1
- Règle 16bis.1
- Règle 19.4
- Règle 45bis.1
- Règle 45bis.2

¹⁾ Les modifications des règles 45bis et 96 seront applicables à toute demande internationale, indépendamment de sa date de dépôt international, en ce qui concerne une demande de recherche supplémentaire en vertu de la règle 45bis.1.a faite le 1^{er} juillet 2010 ou à une date postérieure.

Les modifications des règles 46, 66 et 70 seront applicables à toute demande internationale, indépendamment de sa date de dépôt international, en ce qui concerne une modification des revendications, de la description ou des dessins faite le 1^{er} juillet 2010 ou à une date postérieure.

Les modifications des règles 15, 16, 16bis, 19 et 57:

a) seront applicables à l'établissement des montants équivalents qui, conformément au Règlement d'exécution du PCT et aux directives de l'Assemblée de l'Union du PCT concernant l'établissement des montants équivalents de certaines taxes en vigueur au 1^{er} juillet 2010, seront établis conformément à un taux de change en vigueur au 1^{er} juillet 2010 ou à une date postérieure;

b) ne seront pas applicables à l'établissement des montants équivalents qui, conformément au Règlement d'exécution du PCT et aux directives de l'Assemblée de l'Union du PCT concernant l'établissement des montants équivalents de certaines taxes en vigueur avant le 1^{er} juillet 2010, seront établis conformément à un taux de change en vigueur à une date antérieure au 1^{er} juillet 2010; pour l'établissement de ces montants équivalents, ledit règlement d'exécution et lesdites directives en vigueur avant le 1^{er} juillet 2010 continueront de s'appliquer jusqu'à ce que les nouveaux montants équivalents ainsi établis deviennent applicables.

Règle 45bis.3

Règle 45bis.4

Règle 45bis.5

Règle 45bis.6

Règle 45bis.9

Règle 46.5

Règle 57.2

Règle 57.4

Règle 66.8

Règle 70.2

Règle 96.1

MODIFICATIONS²⁾

Règle 15

Taxe internationale de dépôt

15.1 [Sans changement]

15.2 *Montant*

a) [Sans changement]

b) La taxe internationale de dépôt doit être payée dans la monnaie ou l'une des monnaies prescrites par l'office récepteur («monnaie prescrite»).

c) Lorsque la monnaie prescrite est le franc suisse, l'office récepteur transfère à bref délai ladite taxe au Bureau international en francs suisses.

d) Lorsque la monnaie prescrite est une monnaie autre que le franc suisse et que cette monnaie:

i) est librement convertible en francs suisses, le Directeur général établit, pour chaque office récepteur qui prescrit le paiement de la taxe internationale de dépôt dans cette monnaie, un montant équivalent de cette taxe dans la monnaie prescrite conformément aux directives énoncées par l'Assemblée, et le montant dans cette monnaie est transféré à bref délai par l'office récepteur au Bureau international;

ii) n'est pas librement convertible en francs suisses, l'office récepteur est chargé de convertir en francs suisses le montant de la

²⁾ On trouvera reproduit ci-après, pour chaque règle qui a été modifiée, le texte modifié. L'absence de modification d'un alinéa ou d'un point d'une telle règle est indiquée par la mention «[Sans changement]».

taxe internationale de dépôt exprimé dans la monnaie prescrite et il transfère à bref délai au Bureau international le montant de cette taxe en francs suisses indiqué dans le barème de taxes. Ou alors, si l'office récepteur le souhaite, il peut convertir en euros ou en dollars des États-Unis la taxe internationale de dépôt exprimée dans la monnaie prescrite et transférer à bref délai au Bureau international le montant équivalent de cette taxe en euros ou en dollars des États-Unis établi par le Directeur général conformément aux directives énoncées par l'Assemblée mentionnées au point i).

15.3 *Délai de paiement; montant dû*

La taxe internationale de dépôt est due à l'office récepteur dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de la demande internationale. Le montant dû est le montant applicable à la date de réception de la demande internationale.

15.4 *Remboursement*

L'office récepteur rembourse la taxe internationale de dépôt au déposant:

- i) si la constatation visée à l'article 11.1) est négative,
- ii) si, avant que l'exemplaire original soit transmis au Bureau international, la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée, ou
- iii) si, pour des raisons de sécurité nationale, la demande internationale n'est pas traitée comme telle.

Règle 16

Taxe de recherche

16.1 *Droit de demander une taxe*

a) [Sans changement]

b) La taxe de recherche est perçue par l'office récepteur. Elle doit être payée dans la monnaie prescrite par cet office («monnaie prescrite»).

c) Lorsque la monnaie prescrite est la monnaie dans laquelle l'administration chargée de la recherche internationale a fixé ladite taxe («monnaie fixée»), l'office récepteur transfère à bref délai ladite taxe à l'administration dans cette monnaie.

d) Lorsque la monnaie prescrite n'est pas la monnaie fixée et que cette monnaie:

- i) est librement convertible dans la monnaie fixée, le Directeur général établit, pour chaque office récepteur qui prescrit le paiement de la taxe de recherche dans cette monnaie, un montant équivalent de cette taxe dans la monnaie prescrite conformément aux directives énoncées par l'Assemblée, et le montant dans cette monnaie est transféré à bref délai par l'office récepteur à l'administration chargée de la recherche internationale;

- ii) n'est pas librement convertible dans la monnaie fixée, l'office récepteur est chargé de convertir dans la monnaie fixée le montant de la taxe de recherche exprimé dans la monnaie prescrite et il transfère à bref délai à l'administration chargée de la recherche internationale le montant de cette taxe dans la monnaie fixée établi par ladite administration.
- e) Lorsque, en ce qui concerne le paiement de la taxe de recherche dans une monnaie prescrite autre que la monnaie fixée, le montant effectivement reçu par l'administration chargée de la recherche internationale dans la monnaie prescrite, en vertu de l'alinéa d)j) de la présente règle, est, une fois converti par cette administration dans la monnaie fixée, inférieur à celui qu'elle a fixé, la différence est payée à ladite administration par le Bureau international; au contraire, si le montant effectivement reçu est supérieur au montant fixé, la différence appartient au Bureau international.
- f) Les dispositions de la règle 15.3 concernant la taxe internationale de dépôt sont applicables *mutatis mutandis* au délai de paiement de la taxe de recherche et au montant dû.

16.2 et 16.3 [Sans changement]

Règle 16bis

Prorogation des délais de paiement des taxes

16bis.1 Invitation de l'office récepteur

- a) Si, au moment où la taxe de transmission, la taxe internationale de dépôt et la taxe de recherche sont dues en vertu des règles 14.1.c), 15.3 et 16.1.f), l'office récepteur constate qu'aucune taxe ne lui a été payée ou encore que le montant acquitté auprès de lui est insuffisant pour couvrir la taxe de transmission, la taxe internationale de dépôt et la taxe de recherche, il invite le déposant, sous réserve de l'alinéa d), à lui payer, dans un délai d'un mois à compter de la date de l'invitation, le montant nécessaire pour couvrir ces taxes, majoré, le cas échéant, de la taxe pour paiement tardif visée à la règle 16bis.2.

b) et c) [Sans changement]

- d) Tout paiement reçu par l'office récepteur avant que cet office n'envoie l'invitation visée à l'alinéa a) est réputé avoir été reçu avant l'expiration du délai prévu à la règle 14.1.c), 15.3 ou 16.1.f), selon le cas.

e) [Sans changement]

16bis.2 [Sans changement]

Règle 19

Office récepteur compétent

19.1 à 19.3. [Sans changement]

19.4. Transmission au Bureau international agissant en tant qu'office récepteur

a) et b) [Sans changement]

c) Aux fins des règles 14.1.c), 15.3 et 16.1.f), lorsque la demande internationale est transmise au Bureau international en vertu de l'alinéa b), la date de réception de la demande internationale est considérée comme étant la date à laquelle le Bureau international a effectivement reçu cette demande. Aux fins du présent alinéa, la dernière phrase de l'alinéa b) n'est pas applicable.

Règle 45bis

Recherches internationales supplémentaires

45bis.1 Demande de recherche supplémentaire

a) à c) [Sans changement]

d) Si l'administration chargée de la recherche internationale a estimé que la demande internationale ne satisfaisait pas à l'exigence d'unité de l'invention, la demande de recherche supplémentaire peut indiquer que le déposant souhaite restreindre la recherche internationale supplémentaire à l'une des inventions identifiées par l'administration chargée de la recherche internationale, autre que l'invention principale visée à l'article 17.3)a).

e) [Sans changement]

45bis.2 Taxe de traitement de la recherche supplémentaire

a) à c) [Sans changement]

d) Le Bureau international rembourse la taxe de traitement de la recherche supplémentaire au déposant si, avant que les documents mentionnés à la règle 45bis.4.e)i) à iv) soient transmis à l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire, la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée ou la demande de recherche supplémentaire est retirée ou est réputée n'avoir pas été présentée en vertu de la règle 45bis.1.e).

45bis.3 Taxe de recherche supplémentaire

a) à c) [Sans changement]

d) Le Bureau international rembourse la taxe de recherche supplémentaire au déposant si, avant que les documents mentionnés à la règle 45bis.4.e)i) à iv) soient transmis à l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire, la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée ou la demande de recherche supplémentaire est retirée ou est réputée n'avoir pas été présentée en vertu des règles 45bis.1.e) ou 45bis.4.d).

e) Dans la mesure et aux conditions prévues dans l'accord applicable en vertu de l'article 16.3)b), l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire rembourse la taxe de recherche supplémentaire si, avant qu'elle ait commencé la recherche internationale supplémentaire confor-

mément à la règle 45bis.5.a), la demande de recherche supplémentaire est réputée n'avoir pas été présentée en vertu de la règle 45bis.5.g).

45bis.4 Vérification de la demande de recherche supplémentaire; correction d'irrégularités; paiement tardif des taxes; transmission à l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire

a) à f) [Sans changement]

45bis.5 Commencement, base et portée de la recherche internationale supplémentaire

a) [Sans changement]

b) La recherche internationale supplémentaire doit être effectuée sur la base de la demande internationale telle qu'elle a été déposée ou d'une traduction visée à la règle 45bis.1.b)iii) ou 45bis.1.c)i), compte dûment tenu du rapport de recherche internationale et de l'opinion écrite établie en vertu de la règle 43bis.1 lorsqu'ils peuvent être consultés par l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire avant qu'elle commence la recherche. Lorsque la demande de recherche supplémentaire contient une indication selon la règle 45bis.1.d), la recherche internationale supplémentaire peut être restreinte à l'invention indiquée par le déposant en vertu de la règle 45bis.1.d) et aux parties de la demande internationale qui se rapportent à cette invention.

c) à f) [Sans changement]

g) Si l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire constate que la réalisation de la recherche est totalement exclue en raison d'une limitation ou d'une condition visée à la règle 45bis.9.a), autre qu'une limitation prévue à l'article 17.2), applicable en vertu de la règle 45bis.5.c), la demande de recherche supplémentaire est réputée n'avoir pas été présentée et l'administration le déclare et en informe à bref délai le déposant et le Bureau international.

h) En application d'une limitation ou d'une condition visée à la règle 45bis.9.a), l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire peut décider de restreindre la recherche à certaines revendications seulement; dans ce cas, le rapport de recherche internationale supplémentaire doit l'indiquer.

45bis.6 Unité de l'invention

a) à e) [Sans changement]

f) Les alinéas a) à e) sont applicables *mutatis mutandis* lorsque l'administration indiquée pour la recherche supplémentaire décide de restreindre la recherche internationale supplémentaire conformément à la deuxième phrase de la règle 45bis.5.b) ou en vertu de la règle 45bis.5.h), étant entendu que toute mention dans lesdits alinéas de la «demande internationale» s'entend comme une mention des parties de la demande internationale se rapportant à l'invention indiquée par le déposant en vertu de la règle 45bis.1.d) ou se rapportant aux revendications et aux parties de la demande internationale à l'égard desquelles l'administration effectue une recherche internationale supplémentaire, respectivement.

45bis.7 et 45bis.8 [Sans changement]

45bis.9 Administrations chargées de la recherche internationale compétentes pour effectuer une recherche internationale supplémentaire

a) et b) [Sans changement]

c) Les limitations visées à l'alinéa a) peuvent, par exemple, comprendre des limitations relatives à l'objet à l'égard duquel les recherches internationales supplémentaires seront effectuées, autres que les limitations prévues à l'article 17.2) applicables en vertu de la règle 45bis.5.c), des limitations quant au nombre total de recherches internationales supplémentaires qui seront effectuées pendant une période déterminée, ainsi que des limitations dont la finalité est de limiter la portée des recherches internationales supplémentaires à un certain nombre de revendications au-delà duquel elles ne seront pas effectuées.

Règle 46

Modification des revendications auprès du Bureau international

46.1 à 46.4 [Sans changement]

46.5 *Forme des modifications*

a) [Sans changement]

b) La ou les feuilles de remplacement doivent être accompagnées d'une lettre qui

i) [sans changement]

ii) doit indiquer les revendications initialement déposées qui, en raison des modifications, sont supprimées;

iii) doit indiquer la base des modifications dans la demande telle qu'elle a été déposée.

Règle 57

Taxe de traitement

57.1 [Sans changement]

57.2 *Montant*

a) [Sans changement]

b) La taxe de traitement doit être payée dans la monnaie ou l'une des monnaies prescrites par l'administration chargée de l'examen préliminaire international («monnaie prescrite»).

c) Lorsque la monnaie prescrite est le franc suisse, l'administration transfère à bref délai ladite taxe au Bureau international en francs suisses.

d) Lorsque la monnaie prescrite est une monnaie autre que le franc suisse et que cette monnaie:

i) est librement convertible en francs suisses, le Directeur général établit, pour chaque administration qui prescrit le paiement de la taxe de traitement dans cette monnaie, un montant équivalent de cette taxe dans la monnaie prescrite conformément aux

directives énoncées par l'Assemblée, et le montant dans cette monnaie est transféré à bref délai par l'administration au Bureau international;

- ii) n'est pas librement convertible en francs suisses, l'administration est chargée de convertir en francs suisses le montant de la taxe de traitement exprimé dans la monnaie prescrite et elle transfère à bref délai au Bureau international le montant de cette taxe en francs suisses indiqué dans le barème de taxes. Ou alors, si l'administration le souhaite, elle peut convertir en euros ou en dollars des États-Unis la taxe de traitement exprimée dans la monnaie prescrite et transférer à bref délai au Bureau international le montant équivalent de cette taxe en euros ou en dollars des États-Unis établi par le Directeur général conformément aux directives énoncées par l'Assemblée mentionnées au point i).

57.3 [Sans changement]

57.4 Remboursement

L'administration chargée de l'examen préliminaire international rembourse au déposant la taxe de traitement

- i) si la demande d'examen préliminaire international est retirée avant d'avoir été envoyée par cette administration au Bureau international, ou
- ii) si la demande d'examen préliminaire international est considérée, en vertu de la règle 54.4 ou 54bis.1.b), comme n'ayant pas été présentée.

Règle 66

Procédure au sein de l'administration chargée de l'examen préliminaire international

66.1 à 66.7 [Sans changement]

66.8 Forme des modifications

a) Sous réserve de l'alinéa b), lorsqu'il modifie la description ou les dessins, le déposant doit soumettre une feuille de remplacement pour chaque feuille de la demande internationale qui, en raison d'une modification, diffère de la feuille précédemment déposée. La ou les feuilles de remplacement doivent être accompagnées d'une lettre qui doit attirer l'attention sur les différences existant entre les feuilles remplacées et les feuilles de remplacement, indiquer la base de la modification dans la demande telle qu'elle a été déposée et de préférence expliquer aussi les raisons de la modification.

b) et c) [Sans changement]

66.9 [Sans changement]

Règle 70

Rapport préliminaire international sur la brevetabilité établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international (rapport d'examen préliminaire international)

70.1 [Sans changement]

70.2 *Base du rapport*

a) à c) [Sans changement]

c-bis) Si les revendications, la description ou les dessins ont été modifiés mais que la ou les feuilles de remplacement n'étaient pas accompagnées d'une lettre indiquant la base de la modification dans la demande telle qu'elle a été déposée, comme l'exige la règle 46.5.b)iii) applicable en vertu de la règle 66.8.c), ou la règle 66.8.a), selon le cas, le rapport peut être établi comme si la modification n'avait pas été faite; dans ce cas, le rapport doit l'indiquer.

d) et e) [Sans changement]

70.3 à 70.17 [Sans changement]

Règle 96

Barème de taxes

96.1 *Barème de taxes reproduit en annexe au règlement d'exécution*

Le montant des taxes visées aux règles 15, 45bis.2 et 57 est exprimé en monnaie suisse. Il est indiqué dans le barème de taxes annexé au présent règlement d'exécution et qui en fait partie intégrante.

Amendments to the Regulations under the Patent Cooperation Treaty (PCT)

Adopted on October 1, 2009, by the Assembly of the International Patent Cooperation Union (PCT Union) at its fortieth (17th ordinary) session held from September 22 to October 1, 2009, with effect from July 1, 2010

TABLE OF AMENDMENTS¹⁾

Rule 15.2

Rule 15.3

Rule 15.4

Rule 16.1

Rule 16*bis*.1

Rule 19.4

Rule 45*bis*.1

Rule 45*bis*.2

Rule 45*bis*.3

Rule 45*bis*.4

Rule 45*bis*.5

Rule 45*bis*.6

¹⁾ The amendments of Rules 45*bis* and 96 shall apply to any international application, regardless of its international filing date, in respect of a supplementary search request under Rule 45*bis*.1(a) made on or after July 1, 2010.

The amendments of Rules 46, 66 and 70 shall apply to any international application, regardless of its international filing date, in respect of an amendment of the claims, description or drawings made on or after July 1, 2010.

The amendments of Rules 15, 16, 16*bis*, 19 and 57:

a) shall apply to the establishment of equivalent amounts which, in accordance with the Regulations under the PCT and the Directives of the Assembly of the PCT Union Relating to the Establishment of Equivalent Amounts of Certain Fees as in force as of July 1, 2010, are established according to an exchange rate prevailing on, or on a date after, July 1, 2010;

b) shall not apply to the establishment of equivalent amounts which, in accordance with the Regulations under the PCT and the Directives of the Assembly of the PCT Union Relating to the Establishment of Equivalent Amounts of Certain Fees as in force prior to July 1, 2010, are established according to an exchange rate prevailing on a date prior to July 1, 2010; in respect of the establishment of such equivalent amounts, the said Regulations and the said Directives as in force prior to July 1, 2010, shall continue to apply until the new equivalent amounts so established become applicable.

Rule 45bis.9

Rule 46.5

Rule 57.2

Rule 57.4

Rule 66.8

Rule 70.2

Rule 96.1

AMENDMENTS²⁾

Rule 15

The International Filing Fee

15.1 [No change]

15.2 *Amount*

a) [No change]

b) The international filing fee shall be payable in the currency or one of the currencies prescribed by the receiving Office ("prescribed currency").

c) Where the prescribed currency is the Swiss franc, the receiving Office shall promptly transfer the said fee to the International Bureau in Swiss francs.

d) Where the prescribed currency is a currency other than the Swiss franc and that currency:

(i) is freely convertible into Swiss francs, the Director General shall establish, for each receiving Office which prescribes such a currency for the payment of the international filing fee, an equivalent amount of that fee in the prescribed currency according to directives given by the Assembly, and the amount in that currency shall promptly be transferred by the receiving Office to the International Bureau;

(ii) is not freely convertible into Swiss francs, the receiving Office shall be responsible for the conversion of the international filing fee from the prescribed currency into Swiss francs and shall promptly transfer that fee in Swiss francs, in the amount set out in the Schedule of Fees, to the International Bureau. Alternatively, if the receiving Office so wishes, it may convert the international filing fee from the prescribed currency into euros or US dollars and promptly transfer the equivalent amount of that fee

²⁾ The following reproduces, for each Rule that was amended, the amended text. Where a paragraph or item of any such Rule has not been amended, the indication "[No change]" appears.

in euros or US dollars, as established by the Director General according to directives given by the Assembly as referred to in item (i), to the International Bureau.

15.3 Time Limit for Payment; Amount Payable

The international filing fee shall be paid to the receiving Office within one month from the date of receipt of the international application. The amount payable shall be the amount applicable on that date of receipt.

15.4 Refund

The receiving Office shall refund the international filing fee to the applicant:

- (i) if the determination under Article 11(1) is negative,
- (ii) if, before the transmittal of the record copy to the International Bureau, the international application is withdrawn or considered withdrawn, or
- (iii) if, due to prescriptions concerning national security, the international application is not treated as such.

Rule 16

The Search Fee

16.1 Right to Ask for a Fee

- a) [No change]

b) The search fee shall be collected by the receiving Office. The said fee shall be payable in the currency prescribed by that Office ("prescribed currency").

c) Where the prescribed currency is the currency in which the International Searching Authority has fixed the said fee ("fixed currency"), the receiving Office shall promptly transfer the said fee to that Authority in that currency.

d) Where the prescribed currency is not the fixed currency and that currency:

- (i) is freely convertible into the fixed currency, the Director General shall establish, for each receiving Office which prescribes such a currency for the payment of the search fee, an equivalent amount of that fee in the prescribed currency according to directives given by the Assembly, and the amount in that currency shall promptly be transferred by the receiving Office to the International Searching Authority;
- (ii) is not freely convertible into the fixed currency, the receiving Office shall be responsible for the conversion of the search fee from the prescribed currency into the fixed currency and shall promptly transfer that fee in the fixed currency, in the amount fixed by the International Searching Authority, to the International Searching Authority.
- e) Where, in respect of the payment of the search fee in a prescribed currency, other than the fixed currency, the amount actually received

under paragraph (d)(i) of this Rule by the International Searching Authority in the prescribed currency is, when converted by it into the fixed currency, less than that fixed by it, the difference will be paid to the International Searching Authority by the International Bureau, whereas, if the amount actually received is more, the difference will belong to the International Bureau.

f) As to the time limit for payment of the search fee and the amount payable, the provisions of Rule 15.3 relating to the international filing fee shall apply *mutatis mutandis*.

16.2 and 16.3 [No change]

Rule 16bis

Extension of Time Limits for Payment of Fees

16bis.1 Invitation by the Receiving Office

a) Where, by the time they are due under Rules 14.1(c), 15.3 and 16.1(f), the receiving Office finds that no fees were paid to it, or that the amount paid to it is insufficient to cover the transmittal fee, the international filing fee and the search fee, the receiving Office shall, subject to paragraph (d), invite the applicant to pay to it the amount required to cover those fees, together with, where applicable, the late payment fee under Rule 16bis.2, within a time limit of one month from the date of the invitation.

b) and c) [No change]

d) Any payment received by the receiving Office before that Office sends the invitation under paragraph (a) shall be considered to have been received before the expiration of the time limit under Rule 14.1(c), 15.3 or 16.1(f), as the case may be.

e) [No change]

16bis.2 [No change]

Rule 19

The Competent Receiving Office

19.1 to 19.3 [No change]

19.4 *Transmittal to the International Bureau as Receiving Office*

a) and b) [No change]

c) For the purposes of Rules 14.1(c), 15.3 and 16.1(f), where the international application was transmitted to the International Bureau under paragraph (b), the date of receipt of the international application shall be considered to be the date on which the international application was actually received by the International Bureau. For the purposes of this paragraph, the last sentence of paragraph (b) shall not apply.

Rule 45bis

*Supplementary International Searches**45bis.1 Supplementary Search Request*

- a) to c) [No change]
- d) Where the International Searching Authority has found that the international application does not comply with the requirement of unity of invention, the supplementary search request may contain an indication of the wish of the applicant to restrict the supplementary international search to one of the inventions as identified by the International Searching Authority other than the main invention referred to in Article 17(3)(a).

*e) [No change]**45bis.2 Supplementary Search Handling Fee*

- a) to c) [No change]

d) The International Bureau shall refund the supplementary search handling fee to the applicant if, before the documents referred to in Rule 45bis.4(e)(i) to (iv) are transmitted to the Authority specified for supplementary search, the international application is withdrawn or considered withdrawn, or the supplementary search request is withdrawn or is considered not to have been submitted under Rule 45bis.1(e).

45bis.3 Supplementary Search Fee

- a) to c) [No change]

d) The International Bureau shall refund the supplementary search fee to the applicant if, before the documents referred to in Rule 45bis.4(e)(i) to (iv) are transmitted to the Authority specified for supplementary search, the international application is withdrawn or considered withdrawn, or the supplementary search request is withdrawn or is considered not to have been submitted under Rules 45bis.1(e) or 45bis.4(d).

e) The Authority specified for supplementary search shall, to the extent and under the conditions provided for in the applicable agreement under Article 16(3)(b), refund the supplementary search fee if, before it has started the supplementary international search in accordance with Rule 45bis.5(a), the supplementary search request is considered not to have been submitted under Rule 45bis.5(g).

45bis.4 Checking of Supplementary Search Request; Correction of Defects; Late Payment of Fees; Transmittal to Authority Specified for Supplementary Search

- a) to f) [No change]

45bis.5 Start, Basis and Scope of Supplementary International Search

- a) [No change]

b) The supplementary international search shall be carried out on the basis of the international application as filed or of a translation referred to in Rule 45bis.1(b)(iii) or 45bis.1(c)(i), taking due account of the international search report and the written opinion established under Rule 43bis.1 where they are available to the Authority specified for supple-

mentary search before it starts the search. Where the supplementary search request contains an indication under Rule 45bis.1(d), the supplementary international search may be restricted to the invention specified by the applicant under Rule 45bis.1(d) and those parts of the international application which relate to that invention.

c) to f) [No change]

g) If the Authority specified for supplementary search finds that carrying out the search is entirely excluded by a limitation or condition referred to in Rule 45bis.9(a), other than a limitation under Article 17(2) as applicable by virtue of Rule 45bis.5(c), the supplementary search request shall be considered not to have been submitted, and the Authority shall so declare and shall promptly notify the applicant and the International Bureau accordingly.

h) The Authority specified for supplementary search may, in accordance with a limitation or condition referred to in Rule 45bis.9(a), decide to restrict the search to certain claims only, in which case the supplementary international search report shall so indicate.

45bis.6 Unity of Invention

a) to e) [No change]

f) Paragraphs (a) to (e) shall apply *mutatis mutandis* where the Authority specified for supplementary search decides to restrict the supplementary international search in accordance with the second sentence of Rule 45bis.5(b) or with Rule 45bis.5(h), provided that any reference in the said paragraphs to the "international application" shall be construed as a reference to those parts of the international application which relate to the invention specified by the applicant under Rule 45bis.1(d) or which relate to the claims and those parts of the international application for which the Authority will carry out a supplementary international search, respectively.

45bis.7 and 45bis.8 [No change]

45bis.9 International Searching Authorities Competent to Carry Out Supplementary International Search

a) and b) [No change]

c) The limitations referred to in paragraph (a) may, for example, include limitations as to the subject matter for which supplementary international searches will be carried out, other than limitations under Article 17(2) as applicable by virtue of Rule 45bis.5(c), limitations as to the total number of supplementary international searches which will be carried out in a given period, and limitations to the effect that the supplementary international searches will not extend to any claim beyond a certain number of claims.

Rule 46

Amendment of Claims before the International Bureau

46.1 to 46.4 [No change]

46.5 Form of Amendments

a) [No change]

b) The replacement sheet or sheets shall be accompanied by a letter which:

(i) [no change]

(ii) shall identify the claims originally filed which, on account of the amendments, are cancelled;

(iii) shall indicate the basis for the amendments in the application as filed.

Rule 57

The Handling Fee

57.1 [No change]

57.2 Amount

a) [No change]

b) The handling fee shall be payable in the currency or one of the currencies prescribed by the International Preliminary Examining Authority ("prescribed currency").

c) Where the prescribed currency is the Swiss franc, the Authority shall promptly transfer the said fee to the International Bureau in Swiss francs.

d) Where the prescribed currency is a currency other than the Swiss franc and that currency:

(i) is freely convertible into Swiss francs, the Director General shall establish, for each Authority which prescribes such a currency for the payment of the handling fee, an equivalent amount of that fee in the prescribed currency according to directives given by the Assembly, and the amount in that currency shall promptly be transferred by the Authority to the International Bureau;

(ii) is not freely convertible into Swiss francs, the Authority shall be responsible for the conversion of the handling fee from the prescribed currency into Swiss francs and shall promptly transfer that fee in Swiss francs, in the amount set out in the Schedule of Fees, to the International Bureau. Alternatively, if the Authority so wishes, it may convert the handling fee from the prescribed currency into euros or US dollars and promptly transfer the equivalent amount of that fee in euros or US dol-

lars, as established by the Director General according to directives given by the Assembly as referred to in item (i), to the International Bureau.

57.3 [No change]

57.4 *Refund*

The International Preliminary Examining Authority shall refund the handling fee to the applicant:

- (i) if the demand is withdrawn before the demand has been sent by that Authority to the International Bureau, or
- (ii) if the demand is considered, under Rule 54.4 or 54bis.1(b), not to have been submitted.

Rule 66

Procedure before the International Preliminary Examining Authority

66.1 to 66.7 [No change]

66.8 *Form of Amendments*

a) Subject to paragraph (b), when amending the description or the drawings, the applicant shall be required to submit a replacement sheet for every sheet of the international application which, on account of an amendment, differs from the sheet previously filed. The replacement sheet or sheets shall be accompanied by a letter which shall draw attention to the differences between the replaced sheets and the replacement sheets, shall indicate the basis for the amendment in the application as filed and shall preferably also explain the reasons for the amendment.

b) and c) [No change]

66.9 [No change]

Rule 70

International Preliminary Report on Patentability by the International Preliminary Examining Authority (International Preliminary Examination Report)

70.1 [No change]

70.2 *Basis of the Report*

a) to c) [No change]

(c-bis) If the claims, description or drawings have been amended but the replacement sheet or sheets were not accompanied by a letter indicating the basis for the amendment in the application as filed, as required under Rule 46.5(b)(iii) as applicable by virtue of Rule 66.8(c), or Rule 66.8(a), as applicable, the report may be established as if the amendment had not been made, in which case the report shall so indicate.

d) and e) [No change]

70.3 to 70.17 [No change]

Rule 96

The Schedule of Fees

96.1 Schedule of Fees Annexed to Regulations

The amounts of the fees referred to in Rules 15, 45bis.2 and 57 shall be expressed in Swiss currency. They shall be specified in the Schedule of Fees which is annexed to these Regulations and forms an integral part thereof.

C. VERTALING

Zie *Trb.* 1973, 20, *Trb.* 1979, 104 en *Trb.* 1984, 90 en voorts de rubrieken J van *Trb.* 1980, 32, *Trb.* 1981, 207, *Trb.* 1982, 106 en 183, *Trb.* 1983, 176, *Trb.* 1984, 90 en 138, *Trb.* 1986, 3, *Trb.* 1992, 66, *Trb.* 1995, 113, *Trb.* 1996, 25, *Trb.* 1998, 26 en 218, *Trb.* 1999, 33, *Trb.* 2000, 111, *Trb.* 2001, 147, *Trb.* 2002, 26 en 63 en *Trb.* 2004, 242 en de rubrieken C van *Trb.* 2006, 77 en 214, *Trb.* 2007, 46 en, ook voor correcties *Trb.* 2007, 164, *Trb.* 2008, 175, *Trb.* 2009, 13 en 128.

In *Trb.* 2009, 128 dienen de volgende correcties te worden aangebracht.

Op blz. 10 van dat Tractatenblad:

In Regel 90bis.5bii, derde regel, dient „verzoek” te worden vervangen door „verzoekschrift”.

Op blz. 13 van dat Tractatenblad:

In de vetgedrukte titel van de gewijzigde Taksenschaal dient in de vijfde regel „buitengewone” te worden vervangen door „gewone”.

Op blz. 14 van dat Tractatenblad:

In de Taksenschaal, onderdeel 5(a), dienen in de eerste regel na „onderdaan” de woorden „en inwoner” te worden toegevoegd en dient in de elfde regel „Antigua or Barbuda” te worden vervangen door „Antigua and Barbuda”.

D. PARLEMENT

Zie *Trb.* 1979, 104 en, laatstelijk, *Trb.* 2009, 128.

E. PARTIJGEGEVENS**Verdrag**Zie *Trb.* 1973, 20.

Partij	Onder-tekening	Ratificatie	Type*	In werking	Opzegging	Buiten werking
Albanië		04-07-95	T	04-10-95		
Algerije	19-06-70	08-12-99	R	08-03-00		
Angola		27-09-07	T	27-12-07		
Antigua en Barbuda		17-12-99	T	17-03-00		
Argentinië	21-12-70					
Armenië		17-05-94	VG	25-12-91		
Australië		31-12-79	T	31-03-80		
Azerbeidzjan		25-09-95	T	25-12-95		
Bahrein		18-12-06	T	18-03-07		
Barbados		12-12-84	T	12-03-85		
Belarus		14-04-93	VG	25-12-91		
België	30-12-70	14-09-81	R	14-12-81		
Belize		17-03-00	T	17-06-00		
Benin		26-11-86	T	26-02-87		
Bosnië en Herzegovina		07-06-96	T	07-09-96		
Botswana		29-07-03	T	30-10-03		
Brazilië	19-06-70	09-01-78	R	09-04-78		
Bulgarije		21-02-84	T	21-05-84		
Burkina Faso		21-12-88	T	21-03-89		
Canada	19-06-70	02-10-89	R	02-01-90		
Centraal Afrikaanse Republiek		15-09-71	T	24-01-78		
Chili		02-03-09	T	02-06-09		
China		01-10-93	T	01-01-94		

Partij	Onder-tekening	Ratificatie	Type*	In werking	Opzeg-ging	Buiten werking
Colombia		29-11-00	T	28-02-01		
Comoren, de		03-01-05	T	03-04-05		
Congo, Republiek		08-08-77	T	24-01-78		
Costa Rica		03-05-99	T	03-08-99		
Cuba		16-04-96	T	16-07-96		
Cyprus		01-01-98	T	01-04-98		
Denemarken	19-06-70	01-09-78	R	01-12-78		
Dominica		07-05-99	T	07-08-99		
Dominicaanse Republiek, de		28-02-07	T	28-05-07		
Duitsland	19-06-70	19-07-76	R	24-01-78		
Ecuador		07-02-01	T	07-05-01		
Egypte	19-06-70	06-06-03	R	06-09-03		
El Salvador		17-05-06	T	17-08-06		
Equatoriaal Guinee		17-04-01	T	17-07-01		
Estland		24-05-94	T	24-08-94		
Filipijnen, de	19-06-70	17-05-01	R	17-08-01		
Finland	19-06-70	01-07-80	R	01-10-80		
Frankrijk	31-12-70	25-11-77	R	25-02-78		
Gabon		06-03-75	T	24-01-78		
Gambia		09-09-97	T	09-12-97		
Georgië		18-01-94	VG	25-12-91		
Ghana		26-11-96	T	26-02-97		
Grenada		22-06-98	T	22-09-98		
Griekenland		09-07-90	T	09-10-90		
Guatemala		14-07-06	T	14-10-06		
Guinee		27-02-91	T	27-05-91		

Partij	Onder-tekening	Ratificatie	Type*	In werking	Opzeg-ging	Buiten-werking
Guinee-Bissau		12-09-97	T	12-12-97		
Heilige Stoel	19-06-70					
Honduras		20-03-06	T	20-06-06		
Hongarije	19-06-70	27-03-80	R	27-06-80		
Ierland	19-06-70	01-05-92	R	01-08-92		
IJsland		23-12-94	T	23-03-95		
India		07-09-98	T	07-12-98		
Indonesië		05-06-97	T	05-09-97		
Iran	07-07-70					
Israël	19-06-70	01-03-96	R	01-06-96		
Italië	19-06-70	28-12-84	R	28-03-85		
Ivoorkust	03-12-70	31-01-91	R	30-04-91		
Japan	19-06-70	01-07-78	R	01-10-78		
Joegoslavië (< 25-06-1991)	19-06-70					
Kameroen		15-03-73	T	24-01-78		
Kazachstan		16-02-93	VG	25-12-91		
Kenia		08-03-94	T	08-06-94		
Kroatië		01-04-98	T	01-07-98		
Kyrgyzstan		14-02-94	VG	25-12-91		
Laos		14-03-06	T	14-06-06		
Lesotho		21-07-95	T	21-10-95		
Letland		07-06-93	T	07-09-93		
Liberia		27-05-94	T	27-08-94		
Libië		15-06-05	T	15-09-05		
Liechtenstein		19-12-79	T	19-03-80		
Litouwen		05-04-94	T	05-07-94		
Luxemburg	30-12-70	31-01-78	R	30-04-78		

Partij	Onder-tekening	Ratificatie	Type*	In werking	Opzegging	Buiten werking
Macedonië, Voormalige Joegoslavische Republiek		10-05-95	T	10-08-95		
Madagaskar	10-12-70	27-03-72	R	24-01-78		
Malawi		16-05-72	T	24-01-78		
Maleisië		16-05-06	T	16-08-06		
Mali		19-07-84	T	19-10-84		
Malta		01-12-06	T	01-03-07		
Marokko		08-07-99	T	08-10-99		
Mauritanië		13-01-83	T	13-04-83		
Mexico		01-10-94	T	01-01-95		
Moldavië		14-02-94	VG	25-12-91		
Monaco	31-12-70	22-03-79	R	22-06-79		
Mongolië		27-02-91	T	27-05-91		
Montenegro		04-12-06	VG	03-06-06		
Mozambique		18-02-00	T	18-05-00		
Namibië		01-10-03	T	01-01-04		
Nederlanden, het Koninkrijk der – Nederland – Ned. Antillen – Aruba	31-12-70					
		10-04-79	R	10-07-79		
		10-04-79	R	10-07-79		
		–	VG	01-01-86		
Nicaragua		06-12-02	T	06-03-03		
Nieuw-Zeeland		01-09-92	T	01-12-92		
Niger		21-12-92	T	21-03-93		
Nigeria		08-02-05	T	08-05-05		
Noord-Korea		08-04-80	T	08-07-80		
Noorwegen	19-06-70	01-10-79	R	01-01-80		
Oekraïne		21-09-92	VG	25-12-91		
Oezbekistan		18-08-93	VG	25-12-91		

Partij	Onder-tekening	Ratificatie	Type*	In werking	Opzegging	Buitenwerking
Oman		26-07-01	T	26-10-01		
Oostenrijk	22-12-70	23-01-79	R	23-04-79		
Papua-Nieuw Guinea		14-03-03	T	14-06-03		
Peru		06-03-09	T	06-06-09		
Polen		25-09-90	T	25-12-90		
Portugal		24-08-92	T	24-11-92		
Roemenië	28-12-70	23-04-79	R	23-07-79		
Russische Federatie	23-12-70	29-12-77	R	29-03-78		
Saint Kitts en Nevis		27-07-05	T	27-10-05		
Saint Lucia		30-05-96	T	30-08-96		
Saint Vincent en de Grenadines		06-05-02	T	06-08-02		
San Marino		14-09-04	T	14-12-04		
Sao Tomé en Principe		03-04-08	T	03-07-08		
Senegal	29-12-70	08-03-72	R	24-01-78		
Servië	27-04-92	01-11-96	R	01-02-97		
Seychellen, de		07-08-02	T	07-11-02		
Sierra Leone		17-03-97	T	17-06-97		
Singapore		23-11-94	T	23-02-95		
Slovenië		01-12-93	T	01-03-94		
Slowakije		30-12-92	VG	01-01-93		
Soedan		16-01-84	T	16-04-84		
Spanje		16-08-89	T	16-11-89		
Sri Lanka		25-11-81	T	26-02-82		
Swaziland		20-06-94	T	20-09-94		
Syrië	29-12-70	26-03-03	R	26-06-03		

Partij	Onder-tekening	Ratificatie	Type*	In werking	Opzegging	Buiten werking
Tadzjikistan		14-02-94	VG	25-12-91		
Tanzania		14-06-99	T	14-09-99		
Thailand		24-09-09	T	24-12-09		
Togo	23-12-70	28-01-75	R	24-01-78		
Trinidad en Tobago		10-12-93	T	10-03-94		
Tsjaad		12-02-74	T	24-01-78		
Tsjechië		18-12-92	VG	01-01-93		
Tsjecho-slowakije (<01-01-1993)		20-03-91	T	20-06-91		
Tunesië		10-09-01	T	10-12-01		
Turkije		01-10-95	T	01-01-96		
Turkmenistan		01-03-95	VG	25-12-91		
Uganda		09-11-94	T	09-02-95		
Verenigd Koninkrijk, het	19-06-70	24-10-77	R	24-01-78		
Verenigde Arabische Emiraten, de		10-12-98	T	10-03-99		
Verenigde Staten van Amerika, de	19-06-70	26-11-75	R	24-01-78		
Vietnam		10-12-92	T	10-03-93		
Zambia		15-08-01	T	15-11-01		
Zimbabwe		11-03-97	T	11-06-97		
Zuid-Afrika		16-12-98	T	16-03-99		
Zuid-Korea		10-05-84	T	10-08-84		
Zweden	19-06-70	17-02-78	R	17-05-78		
Zwitserland	19-06-70	14-09-77	R	24-01-78		

* O=Ondertekening zonder voorbehoud of vereiste van ratificatie, R= Bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of kennisgeving, T=Toetreding, VG=Voortgezette gebondenheid, NB=Niet bekend

Uitbreidingen

China

Uitgebreid tot	In werking	Buiten werking
Hongkong SAR	01-07-1997	

Frankrijk

Uitgebreid tot	In werking	Buiten werking
Frans Guyana	25-02-1978	
Frans-Polynesië	25-02-1978	
Guadeloupe	25-02-1978	
Martinique	25-02-1978	
Mayotte	25-02-1978	
Nieuw Caledonië	25-02-1978	
Réunion	25-02-1978	
Saint Bartholomeus	25-02-1978	
Sint Maarten	25-02-1978	
Sint Pierre en Miquelon	25-02-1978	
Wallis en Futuna	25-02-1978	

Verenigd Koninkrijk, het

Uitgebreid tot	In werking	Buiten werking
Man	29-10-1983	

Verenigde Staten van Amerika, de

Uitgebreid tot	In werking	Buiten werking
Amerikaans-Samoa	24-01-1978	
Amerikaanse Maagdeneilanden	24-01-1978	
Guam	24-01-1978	
Noordelijke Marianen	24-01-1978	
Panamakanaal-zone (< 31-12-1999)	24-01-1978	31-12-1999
Puerto Rico	24-01-1978	

Uitgebreid tot	In werking	Buiten werking
Wake-eiland	24-01-1978	

Verklaringen, voorbehouden en bezwaren

Algerije, 8 december 1999

With the declaration provided for in Article 64(5).
(formulering door depositaris)

Armenië, 18 mei 1994

With the declaration provided for in Article 64(5).
(formulering door depositaris)

Bahrein, 18 december 2006

With the declaration provided for in Article 64(5).
(formulering door depositaris)

Belarus, 14 april 1993

With the declaration provided for in Article 64(5).
(formulering door depositaris)

Chili, 2 maart 2009

... pursuant to Article 64(5) of the said Treaty, the Republic of Chile does not consider itself bound by Article 59 of the said Treaty.

Cuba, 16 april 1996

With the declaration provided for in Article 64(5).
(formulering door depositaris)

Finland, 1 juli 1980

With the declaration provided for in Article 64(2)(a)(ii).
(formulering door depositaris)

Frankrijk, 25 november 1977

With the declaration provided for in Article 64(5).
(formulering door depositaris)

Georgië, 18 januari 1994

With the declaration provided for in Article 64(5).
(formulering door depositaris)

Hongarije, 27 maart 1980

With the declaration provided for in Article 64(5).
(formulering door depositaris)

India, 7 september 1998
With the declaration provided for in Article 64(5).
(formuleren door depositaris)

Indonesië, 5 juni 1997
With the declaration provided for in Article 64(5).
(formuleren door depositaris)

Kazachstan, 16 februari 1993
With the declaration provided for in Article 64(5).
(formuleren door depositaris)

Kyrgyzstan, 14 februari 1994
With the declaration provided for in Article 64(5).
(formuleren door depositaris)

Laos, 14 maart 2006
With the declaration provided for in Article 64(5).
(formuleren door depositaris)

Maleisië, 16 mei 2006
With the declaration provided for in Article 64(5).
(formuleren door depositaris)

Malta, 1 december 2006
[...], the Republic of Malta does not consider itself bound by Article 59
of the said Treaty.

Moldavië, 14 februari 1994
With the declaration provided for in Article 64(5).
(formuleren door depositaris)

Mozambique, 18 februari 2000
With the declaration provided for in Article 64(5).
(formuleren door depositaris)

Noorwegen, 1 oktober 1979
With the declaration provided for in Article 64(2)(a)(ii)
(formuleren door depositaris)

Oekraïne, 21 september 1992
With the declaration provided for in Article 64(5).
(formuleren door depositaris)

Oezbekistan, 18 augustus 1993
With the declaration provided for in Article 64(5).
(formuleren door depositaris)

Oman, 26 juli 2001

With the declaration provided for in Article 64(5).
(formulering door depositaris)

Polen, 25 september 1990

With the declaration provided for in Article 64(2)(a)(ii).
(formulering door depositaris)

Roemenië, 23 april 1979

With the declaration provided for in Article 64(5).
(formulering door depositaris)

Russische Federatie, 29 december 1977

With the declaration provided for in Article 64(5).
(formulering door depositaris)

Saint Lucia, 30 mei 1996

With the declaration provided for in Article 64(5).
(formulering door depositaris)

Saint Vincent en de Grenadines, 6 mei 2002

With the declaration provided for in Article 64(5).
(formulering door depositaris)

Tadzjikistan, 14 februari 1994

With the declaration provided for in Article 64(5).
(formulering door depositaris)

Thailand, 24 september 2009

... pursuant to Article 64(5) of the said Treaty, the Kingdom of Thailand
does not consider itself bound by Article 59 of the said Treaty.

Tunesië, 10 september 2001

With the declaration provided for in Article 64(5).
(formulering door depositaris)

Turkmenistan, 1 maart 1995

With the declaration provided for in Article 64(5).
(formulering door depositaris)

Verenigde Staten van Amerika, de, 26 november 1975

With the declarations provided for in Articles 64(3)(a) and 64(4)(a).
(formulering door depositaris)

Zuid-Afrika, 16 december 1998

With the declaration provided for in Article 64(5).
(formulering door depositaris)

Zweden, 17 februari 1978
With the declaration provided for in Article 64(2)(a)(ii).
(formulering door depositaris)

Wijziging van de artikelen 53 en 57 van 1 oktober 2003

Zie *Trb.* 2006, 77 en *Trb.* 2009, 128.

G. INWERKINGTREDING

Zie *Trb.* 1979, 95 en, laatstelijk, *Trb.* 2009, 13.

De in rubriek B hierboven afgedrukte wijzigingen van het Reglement van 1 oktober 2009 zullen op 1 juli 2010 in werking treden.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zullen de wijzigingen, evenals het Verdrag, voor het gehele Koninkrijk gelden.

J. VERWIJZINGEN

Zie voor verwijzingen en andere verdragsgegevens, laatstelijk, *Trb.* 2009, 128.

Titel : Handvest van de Verenigde Naties;
San Francisco, 26 juni 1945

Laatste *Trb.* : *Trb.* 2009, 143

Titel : Benelux-verdrag inzake de intellectuele eigendom (merken en tekeningen of modellen);
's-Gravenhage, 25 februari 2005

Laatste *Trb.* : *Trb.* 2009, 198

Titel : Benelux-Verdrag inzake de warenmerken;
Brussel, 19 maart 1962

Laatste *Trb.* : *Trb.* 2006, 181

Uitgegeven de *achtviende* maart 2010.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

M. J. M. VERHAGEN